



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 05/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim**

Lieu-dit "WOLFAECKER"  
68390 Baldersheim

Références : 0006700211\_2024\_07\_25\_GLE\_VIIC respect échéances  
Code AIOT : 0006700211

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim implanté Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim. L'inspection a été annoncée le 31/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite entre dans le cadre du suivi de l'application de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 15 février 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GANTER LAVIGNE EXTRACTION Baldersheim
- Lieu-dit "WOLFAECKER" 68390 Baldersheim
- Code AIOT : 0006700211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GANTER LAVIGNE EXTRACTION (GLE), appartenant au groupe MICHEL SAS, exploite une gravière à Baldersheim (68390), à sec et en eau (dragage flottante). L'autorisation d'exploiter le site est accordée jusqu'au 9 juin 2032.

### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--------------------------|--|-----------------------|
| 2  | Reconstitution    | AP de Mise en Demeure du | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|-------------------------|---|-----------------------|
|    | des banquettes périphériques | 15/02/2024, article 3   |   |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|--|--|--------------------------|
| 1  | Profils et coupes contenus dans le plan d'exploitation | AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 2 | Levée de mise en demeure |
| 3  | Surveillance eaux pluviales                            | AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 4 | Levée de mise en demeure |
| 4  | Surveillance eaux souterraines                         | AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 5 | Levée de mise en demeure |
| 5  | Formation des opérateurs                               | AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 6 | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 15 février 2024 à l'exception de l'article 3.

En ce qui concerne le respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2024, les écarts constatés en 2023 ont été régularisés et un nouvel écart (pente du talus de la zone 1) a été détecté sur les nouveaux profils présentés. Toutefois compte tenu des actions déjà effectuées et de l'engagement de l'exploitant, il n'est pas fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Par ailleurs, un arrêté de prescriptions complémentaires est joint au présent rapport concernant la demande de modification de l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 pour la zone 3.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Profils et coupes contenus dans le plan d'exploitation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Profils et coupes contenus dans le plan d'exploitation  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé :</p> <p>« Des profils sont réalisés [...], dans les zones exploitées tous les 100 mètres [...]. Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.</p> <p>Ces coupes/profils présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 4.5.1 du présent arrêté, et les pentes des talus existants et réalisés. »</p> |

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2023, il a été constaté que le plan d'exploitation, daté d'août 2023, ne comportait pas de profils sur les zones en extraction à sec, ni sur les zones où les banquettes périphériques sont en cours de remise en état.

L'exploitant a présenté au service d'inspection au cours de la visite les profils réalisés le 16 février 2024 au niveau du front d'exploitation à sec (profil P13) ainsi que ceux réalisés au niveau des banquettes périphériques (profils P12, P11, P10, P7a, P7e et P7j), distants de moins de 100 mètres entre eux.

L'exploitant a répondu aux dispositions de la prescription susvisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Reconstitution des banquettes périphériques**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Reconstitution des banquettes périphériques

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 4 mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé :

« La distance horizontale d'au moins 10 mètres entre les bords de l'excavation et la limite autorisée du site sera rétablie pour les talus Est et Ouest répartis en quatre zones numérotées de 1 à 4 et reportées sur le plan en annexe 7 du présent arrêté. Ces opérations seront réalisées en respectant les échéances suivantes :

| Zones     | Opérations  | Échéances |
|-----------|---|-----------|
| 1, 2 et 4 | Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée | 30/11/22  |
| 1, 2 et 4 | Banquettes périphériques de 10 m terminées  | 31/12/22  |
| [...]     |   |           |

Ces banquettes périphériques sont constituées avec les matériaux listés ci-dessous du site de la carrière de Baldersheim de la société Ganter Lavigne Extraction :

- du tout-venant alluvionnaire,
- des matériaux de découverte sous réserve que l'exploitant justifie que ces matériaux de découverte n'ont pas lieu d'être conservés pour la réalisation de la remise en état du site.

L'exploitant transmet, annuellement et jusqu'au terme de ces travaux, à l'inspection des installations classées un bilan des opérations réalisées.»

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2023, il a été constaté que des travaux restaient à effectuer sur la zone 2 afin de recouvrir cette zone de terre végétale ainsi que pour finaliser le merlon. Par ailleurs, d'après les profils P7a à P7d fournis avec le plan d'exploitation, le service d'inspection avait constaté que la reconstitution de la banquette en zone 4 n'était pas terminée.

Dans son courrier de réponse à l'inspection de 2023, daté du 22 mars 2024, l'exploitant sollicite une modification du plan d'avancement de la reconstitution des banquettes périphériques, avec notamment une finalisation du profil des talus de la zone 1 en octobre 2024 et un décalage des échéances pour les opérations de la zone 3 (non concerné par l'arrêté de mise en demeure du 15/02/2024). L'exploitant requiert des délais supplémentaires afin de prendre en compte les

intempéries auxquelles il a été soumis et la phase de latence nécessaire au tassement des matériaux.

Lors de la visite du 25 juillet 2024, le service d'inspection a constaté que le merlon a été finalisé sur la zone 2 et que cette zone a été recouverte de terres végétales. Les profils effectués le 16 février 2024 montrent que :

- la zone 1 (profil 11), requiert un remblaiement du talus afin de respecter la pente de 1/1,5,
- le profil P7e de la zone 4 montre que la largeur de la banquette et le profil de la pente sont respectés.

Le service d'inspection relève que les non-conformités identifiées lors la visite de 2023 ont été corrigées mais un nouvel écart a été détecté lors de la visite de 2024 concernant la pente du talus de la zone 1.

Compte tenu de l'engagement de l'exploitant à corriger la pente du talus de la zone 1 avant le mois d'octobre 2024 et des opérations déjà effectuées, l'Inspection ne considère pas en l'état, proportionné de faire application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Par ailleurs, au vu des arguments présentés par l'exploitant et des enjeux associés le service d'inspection propose un projet d'arrêté complémentaire pour modifier les échéances de la reconstitution de la banquette de la zone 3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra dans un délai de trois mois au service d'inspection les justificatifs associés à la mise en conformité de la pente du talus de la zone 1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Surveillance eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 4 mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.3.5 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé :

«Eaux pluviales susceptibles d'être souillées associées à l'aire imperméabilisée

Après traitement, ces eaux peuvent être infiltrées dans les limites définies dans le tableau ci-dessous :

| Paramètres                           | Concentration (mg/l) |
|--------------------------------------|----------------------|
| [...]                                |                      |
| Matières en suspension totale (MEST) | 35                   |
| [...]                                |                      |

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST [...], aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

[...]»

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2023, il a été constaté un dépassement de la valeur

|  |
|--|
| limite autorisée pour les Matières En Suspension Totales (MEST) mesurée le 21 novembre 2022.   |
| Le service d'inspection a examiné le résultat de la mesure des MEST réalisée le 22 novembre 2023, sans relever de non-conformité (valeur mesurée de 32 mg/l pour une valeur limite autorisée à 35 mg/l). |
| L'exploitant est conforme aux exigences de la prescription susvisée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |

#### N° 4 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté, l’exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.5.4-A de l’arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé :

« [...] L’exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées :

| N°BSS de l’ouvrage  | Localisation par rapport au site                                | Fréquence des analyses  | Paramètres   |             |      |
|---|---|---|--|-------------|------|
|   |   |   | Nom  | Code SANDRE |      |
| <div>-04133X0072/<br/>1_AMT</div> <div>-</div> <div>04133X0073/<br/>2_AVL</div> | - 1 Puits Amont   | <b>Semestrielle;</b> en périodes de:<br>- basses eaux<br>- hautes eaux(*) | Paramètres physico-chimiques   |             |      |
|   | <div>-1 Puits Aval</div> <div>- plan d’eau de la carrière</div> |   | les paramètres (*) ne sont à rechercher qu’une fois par an, en période de basses eaux<br><br><b>Annuellement</b> en période de hautes eaux | Température | 1301 |
|   |   |   |  | pH          | 1302 |
|   |   | Conductivité  |  | 1303        |      |
|   |   | O <sub>2</sub> dissous  |  | 1311        |      |
|   |   | Sodium dissous  |  | 1375        |      |
|   |   | Potassium   |  | 1367        |      |
|   |   | Chlorures   |  | 1337        |      |
|   |   | Sulfates  |  | 1338        |      |
|   |   | Nitrates  |  | 1340        |      |
|   |   | Calcium   |  | 1374        |      |
|   |   | Magnésium   |  | 1372        |      |
|   |   | Fer   |  | 1393        |      |
|   |   | Azote Kjeldahl (*)  |  | 1319        |      |
|   |   | Indice phénol (*)   |  | 1440        |      |
|   |   | Indice hydrocarbures  |  | 1442        |      |

[...] ».

Constats :

Lors de la visite d’inspection du 20 octobre 2023, il a été constaté que la surveillance des eaux souterraines, datée du 28/04/2023, ne comportait pas l’ensemble des paramètres à analyser.

Le service d’inspection a examiné le compte rendu de la surveillance semestrielle des eaux souterraines réalisée sur les piézomètres amont et aval le 22/11/2023 et le 19/06/2024 sans relever d’anomalie, l’ensemble des paramètres a été analysé.

De même, le service d’inspection a examiné le compte rendu de la surveillance annuelle du plan

|   |
|---|
| d'eau, effectuée le 19/06/2024, sans relever de non-conformité.         |
| L'exploitant est conforme aux dispositions de la prescription susvisée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                 |

**N° 5 : Formation des opérateurs**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/02/2024, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation des opérateurs   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 02 février 2023 susvisé :</p> <p><i>« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention et de confinement.»</i></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2023, l'exploitant avait déclaré qu'un seul de ces trois employés est formé à la lutte contre les incendies.</p> <p>L'exploitant a présenté au service d'inspection les attestations de formation, effectuée le 11 décembre 2023, relative à la lutte contre les incendies des agents travaillant actuellement sur le site de Baldersheim.</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de la prescription susvisée.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |